ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 20 décembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant modification aux statuts de la Caisse des ouvriers du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones", a donné en sa séance du 6 février 1952 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e December 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit dd. 1 Juli 1937 tot wijziging van de statuten van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie", heeft ter zitting van 6 Februari 1952 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 1er JUILLET 1937 PORTANT MODIFICATION AUX STATUTS DE LA CAISSE DES OUVRIERS DU DEPARTEMENT DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal n°117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat;

Vu l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, modifié par la loi du 14 juillet 1951;

Vu l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, modifié par les lois des 25 août 1947 et 14 juillet 1951;

.../...

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1936 réglant les modalités d'application des articles 6, alinéa 1er et 9, alinéa 2, de l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 relatif aux orphelins infirmes, modifié par l'arrêté du Régent du 7 juin 1945 et par l'arrêté royal du 23 novembre 1951;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1937 complétant celui du 12 septembre 1936 relatif aux orphelins infirmes, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1951;

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant modification aux statuts de la Caisse des ouvriers du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones, modifié et complété par les arrêtés royaux des 20 octobre 1937, 4 janvier 1940, l'arrêté des secrétaires généraux du 19 août 1942, les arrêtés du Régent des 27 novembre 1945, 19 octobre 1948 et 7 janvier 1949;

Vu l'avis de la Commission administrative de la Caisse des ouvriers;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'intitulé de l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant modification aux statuts de la

Caisse des ouvriers du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal du 1er juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat.".

Article 2.-

L'article 1er, 1°, B, dernier alinéa, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, la Caisse des ouvriers obtient du Trésor ou des établissements publics autonomes et des régies visés par l'arrêté royal n°117 du 27 février 1935, le remboursement des charges afférentes à ces pensions, dans les conditions indiquées aux articles 53 et 83.".

Article 3.-

L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- L'institution est, en outre, chargée pour compte du Trésor ou des établissements publics autonomes et des régies visés par l'arrêté royal n°117 du 27 février 1935 de liquider les secours accordés à d'anciens ouvriers ou à leurs familles qui se trouvent dans une situation malheureuse.".

.../...

Article 4.-

L'article 3, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Bénéficient de tous les avantages énumérés aux articles 1er et 2, les ouvriers, nommés à titre définitif, relevant des divers ministères.

Il en est de même des ouvriers, nommés à titre définitif, des établissements publics autonomes et des régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935, lorsque ces établissements publics autonomes et régies ont été admis à la Caisse des ouvriers de l'Etat par le ministre qui a la gestion de cette Caisse dans ses attributions.".

Article 5.-

A l'article 4 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 6.-

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6.- Les membres qui composent la commission ainsi que le secrétaire, qui n'a pas voix délibérative, sont nommés pour un terme de quatre ans par le ministre qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions; ce terme peut, toutefois, être réduit en ce qui concerne les fonctionnaires, employés et ouvriers retraités.".

Article 7.-

A l'article 10 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 8.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 12 du même arrêté :

1° au 1°, les mots "le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones qui a la gestion de la Caisse" sont remplacés par les mots "le ministre qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions";

2° au 3°, les mots "de la régie des Télégraphes et des Téléphones" sont remplacés par les mots "des établissements publics autonomes et des régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935".

Article 9.-

A l'article 14 du même arrêté, les mots "Secrétariat général du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "Service de la Caisse des ouvriers".

Article 10.-

A l'article 15 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 11.-

A l'article 16 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 12.-

L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18.- Toute inscription de rente au profit de la Caisse doit porter l'annotation suivante : "La présente inscription ne peut être transférée qu'au vu d'une délibération de la Commission administrative de la Caisse des ouvriers de l'Etat, approuvée par le ministre qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions.".

Article 13.-

L'article 19, 4°, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"4° les anciens ouvriers devenus agents commissionnés, qu'ils soient restés au service de l'Etat ou qu'ils soient passés dans un établissement public autonome ou une régie visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 :

a) pour la durée de leurs services comme ouvriers, calculés à partir de l'âge de 19 ans, s'ils ont droit à une pension établie suivant les dispositions de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles;

b) pour cette durée augmentée de leur temps de service comme agents commissionnés, si ce dernier est insuffisant pour donner ouverture au droit à une pension établie suivant les dispositions de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles, mais sous réserve que les deux périodes réunies atteignent au moins le délai de 10 ou 5 ans de services valables, fixé aux articles 3 et 4 de la loi précitée.

En ce qui concerne les agents transférés au Ministère de la Défense nationale et soumis au régime des lois sur les pensions militaires, les avantages accordés en vertu des dispositions qui précèdent sont réglés d'après les dites lois.".

Article 14.-

A l'article 21, alinéa 2, du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "de la Santé publique et de la Famille".

Article 15.-

A l'article 32 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

.../...

Article 16.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 37 du même arrêté:

1° à l'alinéa 1er, les mots "Secrétariat général du département des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "Service de la Caisse des ouvriers";

2° à l'alinéa 2, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 17.-

A l'article 42 du même arrêté, les mots "la régie des Télégraphes et des Téléphones" sont remplacés par "les établissements publics autonomes et les régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935".

Article 18.-

A l'article 44 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

.../...

Article 19.-

L'article 49, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dans la supputation des services de l'ouvrier en vue de la détermination de sa pension, il est tenu compte, à partir de l'âge de 18 ans, de tous les services rendus soit dans une administration de l'Etat, soit à l'armée ou à la gendarmerie, soit dans un établissement public autonome ou une régie, visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 qui sont affiliés à la Caisse.".

Article 20.-

A l'article 53 du même arrêté, les mots "de la régie des Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "des établissements publics autonomes et des régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935".

Article 21.-

L'article 57, § 2, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, elle sera déchue de ses droits à la pension si elle n'a pas introduit une demande dans le délai d'un an à partir du jour du décès de son ex-époux. Dans ce cas, la pension entière est attribuée à la veuve.".

.../...

Article 22.-

L'article 60 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 60.- § 1er.- Le ministre qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions peut conserver ou attribuer tout ou partie de la pension à l'orphelin ayant atteint l'âge de 18 ans et se trouvant, par suite de démence, d'idiotie ou d'infirmité, dans l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance.

§ 2. L'obtention des avantages prévus au présent article est subordonnée :

1° à l'introduction d'une demande, accompagnée d'un certificat médical, dans un délai de six mois à partir du moment où l'infirme a atteint l'âge de 18 ans, ou du décès de l'agent.

Le ministre qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions peut relever de la déchéance encourue par suite de l'introduction tardive de la demande, quand, de l'avis du service de santé administratif, il n'existe aucun doute que la condition prévue par le 2° du présent article se trouve réalisée. Toutefois, la pension ne prend cours que le premier du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite;

2° à l'existence de l'infirmité, soit au moment où l'intéressé atteint l'âge de 18 ans, soit au décès de l'agent;

3° à la constatation que l'orphelin ne dispose pas de ressources suffisantes pour assurer sa subsistance où, s'il s'agit d'un accroissement de la pension de la mère, que celle-ci se trouve dans une situation identique.

§ 3. La réalité de la démence, de l'idiotie ou de l'infirmité mettant l'intéressé dans l'impossibilité de pourvoir par lui-même à sa subsistance est constatée par la Commission administrative de la Caisse; cette constatation s'effectue conformément aux dispositions de l'article 21 des statuts.

§ 4. La pension temporaire d'un orphelin infirme ne peut, après application à son taux nominal des coefficients de majoration prévus aux articles 2, § 1er, de l'arrêté-loi du 29 octobre 1946, et 2 de la loi du 4 mai 1949, dépasser le montant annuel de 22.680 francs.

Le cas échéant, la pension affectée des coefficients précités, est réduite dans la mesure où le total formé par cette pension et les ressources dont l'orphelin dispose dépasse la somme de 22.680 francs. Le résultat obtenu est ramené au taux nominal de 100 p.c. Dans ces opérations, les fractions de francs sont négligées.

Les dispositions de l'article 4 de la loi du 4 mai 1949 et de l'article 19 de la loi du 14 juillet 1951 restent applicables à cette pension.

§ 5. L'infirme, orphelin de père et de mère, est exclu du bénéfice de la pension s'il dispose de ressources annuelles atteignant au moins 22.680 francs.

L'accroissement de la pension de la veuve, du chef de l'existence de l'infirme, n'est pas

.../...

accordé si les ressources atteignent au moins 34.020 francs par an pour un ménage composé exclusivement de la mère et de l'infirme; pour un ménage de plus de deux personnes, ce chiffre est augmenté de 7.560 francs par an et par personne.

Les collatéraux ne sont pas considérés comme faisant partie du ménage au sens de l'alinéa qui précède.

§ 6. Les ressources provenant de l'avoir de l'orphelin infirme sont irréductiblement fixées au montant de la rente viagère qui serait obtenue si l'on versait à capital abandonné à la Caisse générale d'épargne et de retraite une somme équivalant au dit avoir.

§ 7. Les infirmes dont l'invalidité a été reconnue temporaire font l'objet chaque année d'un contrôle médical dans les conditions prévues à l'article 21; en ce qui concerne ceux qui sont réputés incurables, ce contrôle a lieu tous les cinq ans.

Les ressources des intéressés sont vérifées annuellement.

.../...

Les pensions et accroissements de pensions cessent d'être accordés dans le cas où les conditions requises ne se trouvent plus réunies.

§ 8. Est interdit le cumul, pour le même enfant, de la pension ou de l'accroissement de pension accordés en vertu des dispositions qui précèdent, avec l'allocation à charge du fonds spécial créé en faveur des estropiés et mutilés par la loi du 1er décembre 1928.".

Article 23.-

A l'article 63 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 24.-

L'article 67 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 67.- § 1er. La pension attribuée en vertu de l'article 57 à la femme divorcée est calculée sur la base de la pension totale établie au moment du décès de son ex-époux, conformément aux dispositions qui régissent la pension de veuve, à l'exception de l'article 65 du présent arrêté, à raison d'une quotité proportionnelle à la durée des services admissibles à la fin du mois au cours duquel le divorce a été prononcé.

§ 2. Le cas échéant, la pension de la seconde épouse est fixée sur la base prévue au paragraphe précédent, proportionnellement à la durée des services admissibles, à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le divorce a été prononcé.

§ 3. Les réductions prescrites par l'article 65 du présent arrêté pour différence d'âge sont appliquées séparément aux pensions établies conformément à la répartition prévue aux §§ 1er et 2 du présent article.

L'accroissement du chef d'enfant est calculé de la même manière que celui qui est accordé à la veuve qui bénéficie de la pension normale.

Si la femme divorcée et la seconde épouse ont chacune des enfants issus de leur mariage avec le défunt, l'accroissement est réparti entre elles en proportion du nombre de leurs enfants respectifs.".

Article 25.-

L'article 68, § 2, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Le minimum n'est pas applicable à la pension de la femme divorcée, ni à la pension de veuve, établies conformément aux dispositions de l'article 67.".

Article 26.-

A l'article 74 du même arrêté, les mots "Secrétariat général du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "service de la Caisse des ouvriers".

Article 27.-

A l'article 75 du même arrêté, les mots : "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 28.-

A l'article 77 du même arrêté, les mots : "la régie des Télégraphes et des Téléphones" sont remplacés par les mots "les établissements publics autonomes et les régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935".

Article 29.-

L'article 82, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"La veuve et les orphelins d'un ancien ouvrier devenu agent commissionné admis au bénéfice du régime des pensions établi par les arrêtés royaux nos254 et 255 du 12 mars 1936, ont droit à la pension.".

Article 30.-

A l'article 83 du même arrêté, les mots "la régie des Télégraphes et des Téléphones" sont remplacés par les mots "les établissements publics autonomes et les régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935".

.../...

Article 31.-

A l'article 90 du même arrêté, les mots "des Postes, Télégraphes et Téléphones" sont remplacés par les mots "qui a la gestion de la Caisse dans ses attributions".

Article 32.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 20 octobre 1937 complétant celui du 1er juillet 1937 (statuts de la Caisse des ouvriers) en ce qui concerne les dispositions relatives aux orphelins infirmes;

2° l'arrêté du Régent du 27 novembre 1945 portant modification à la réglementation sur les pensions d'orphelins infirmes servies par la Caisse des ouvriers.

Article 33.-

Les articles 21, 22, 24, 25, 29 et 32 du présent arrêté sortent leurs effets le 1er janvier 1951.

Article 34.-

La revision des pensions en cours au 31 décembre 1950, prévue par la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, est faite conformément aux articles 21, 22, 24, 25 et 29 du présent arrêté.

Article 35.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 1 JULI 1937 TOT WIJZIGING VAN DE STATUTEN VAN DE WERKLIEDENKAS VAN HET DEPARTEMENT VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat ;

Gelet op het koninklijk besluit nr 254 van 12 Maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951 ;

Gelet op het koninklijk besluit nr 255 van 12 Maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 25 Augustus 1947 en 14 Juli 1951 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 September 1936 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van de artikelen 6, eerste lid, en 9, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 254 van 12 Maart 1936 betreffende de gebrekkige wezen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 Juni 1945 en bij het koninklijk besluit van 23 November 1951 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 19 Juni 1937 tot aanvulling van dat van 12 September 1936 betreffende de gebrekkige wezen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 November 1951 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 Juli 1937 tot wijziging van de statuten van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, gewijzigd en aangevuld bij de koninklijke besluiten van 20 October 1937, 4 Januari 1940, het besluit van de secretarissen-generaal van 19 Augustus 1942, de besluiten van de Regent van 27 November 1945, 19 October 1948 en 7 Januari 1949 ;

Gelet op het advies van de Administratieve Commissie van de Werkliedenkas ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De titel van het koninklijk besluit van 1 Juli 1937 tot wijziging van de statuten van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, wordt door de volgende titel vervangen :

"Koninklijk besluit van 1 Juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 1, 1°, B, laatste lid,van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De aan die pensioenen verbonden lasten worden echter door de Schatkist of door de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935, aan de Werkliedenkas terugbetaald, onder de voorwaarden opgegeven in de artikelen 53 en 83.".

Artikel 3.-

Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.- Daarenboven is de instelling belast, voor rekening van de Schatkist of van de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935, met de uitkering van de steun verleend aan gewezen werklieden of aan hun familie die in een behoeftige toestand verkeren.".

Artikel 4.-

Artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor al de voordelen in de artikelen 1 en 2 opgesomd,komen in aanmerking de vast benoemde werklieden die van de diverse ministeries afhangen.

Hetzelfde geldt voor de vast benoemde werklieden van de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935, wanneer die zelfstandige openbare instellingen en regieën tot de Rijkswerkliedenkas zijn toegelaten door de minister tot wiens bevoegdheid het beheer van die kas behoort.". .../...

Artikel 5.-

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort,".

Artikel 6.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6.- De leden van de commissie alsmede de secretaris, die geen medebeslissende stem heeft, worden voor een termijn van vier jaar benoemd door de minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort; voor de gepensionneerde ambtenaren, bedienden en werklieden kan die termijn echter verminderd worden.".

Artikel 7.-

In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort,".

Artikel 8.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 12 van hetzelfde besluit :

1° onder 1° worden de woorden "de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, die met het beheer van de Kas belast is" vervangen door de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort";

.../...

2° onder 3° worden de woorden "van de regie van Telegraaf en Telefoon" vervangen door de woorden "van de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935".

Artikel 9.-

In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden "het algemeen secretariaat van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "de Dienst der Werkliedenkas".

Artikel 10.-

In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort,".

Artikel 11.-

In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort,".

Artikel 12.-

Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 18.- Bij iedere inschrijving van rente ten bate van de Kas wordt het volgende aangetekend : "Deze inschrijving mag slechts worden overgedragen op vertoon van een beslissing van de Administratieve Commissie van de Rijkswerkliedenkas, goedgekeurd door de minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort.".

.../...

Artikel 13.-

Artikel 19, 4°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"4° De gewezen werklieden die later gecommissionneerde werden, of zij in dienst van de Staat zijn gebleven dan wel zijn overgegaan naar een zelfstandige openbare instelling of een regie bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935 :

a) voor de duur van hun diensten als werkman, berekend van de leeftijd van 19 jaar af, zo zij recht hebben op een pensioen gevestigd volgens het bepaalde in de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen;

b) voor die duur verlengd met hun diensttijd als gecommissionneerde, zo deze diensttijd ontoereikend is om aanspraak te geven op een pensioen gevestigd volgens het bepaalde in de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen, doch onder voorbehoud dat beide tijdperken samen ten minste de bij de artikelen 3 en 4 der voornoemde wet vereiste tijd van 10 of 5 jaar geldige diensten bereiken.

Voor de personeelsleden die naar het Ministerie van Landsverdediging zijn overgegaan en die aan het regime der wetten op de militaire pensioenen onderworpen zijn, worden de krachtens de bovenstaande bepalingen verleende voordelen geregeld volgens de voornoemde wetten·".

Artikel 14.-

In artikel 21, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "van Volksgezondheid en van het Gezin".

.../...

Artikel 15.-

In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort".

Artikel 16.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 37 van hetzelfde besluit :

1° in het eerste lid worden de woorden "het Algemeen Secretariaat van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "de Dienst der Werkliedenkas";

2° in het tweede lid worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort".

Artikel 17.-

In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de woorden "de regie van Telegraaf en Telefoon" vervangen door de woorden "de zelfdstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935".

Artikel 18.-

In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort".

.../...

Artikel 19.-

Artikel 49, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bij de berekening van de diensten van de werkman, voor het bepalen van zijn pensioen, wordt rekening gehouden, sedert de leeftijd van 18 jaar, met alle diensten bewezen hetzij in een Rijksbestuur, hetzij bij het leger of bij de Rijkswacht, hetzij in een zelfstandige openbare instelling of een regie bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935 en aangesloten bij de Kas.".

Artikel 20.-

In artikel 53 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de regie van Telegraaf en Telefoon" vervangen door de woorden "van de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935".

Artikel 21.-

Artikel 57, § 2, van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Zij is echter vervallen van haar rechten op pensioen zo zij,binnen de termijn van één jaar te rekenen van de dag waarop haar gewezen echtgenoot is overleden, geen aanvraag heeft ingediend. In dit geval wordt het gehele pensioen aan de weduwe toegekend.".

Artikel 22.-

Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Artikel 60.- § 1. De minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort, kan het pensioen geheel of gedeeltelijk behouden of toewijzen aan de wees die de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en ingevolge krankzinnigheid, zwakzinnigheid of gebrekkelijkheid in de onmogelijkheid is in zijn onderhoud te voorzien.

§ 2. Het verkrijgen van de bij dit artikel bepaalde voordelen is afhankelijk gesteld van :

1° het indienen van een aanvraag, samen met een dokters-attest, binnen een termijn van zes maand te rekenen van de dag waarop de gebrekkige de 18-jarige leeftijd heeft bereikt of waarop het personeelslid overleden is.

De minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort, kan ontheffen van het ingevolge laattijdige indiening der aanvraag ingetreden verval, wanneer, naar het advies van de administratieve gezondheidsdienst, er geen twijfel bestaat dat aan de voorwaarde gesteld bij 2° van dit artikel is voldaan. Nochtans gaat het pensioen slechts in de eerste der maand volgend op die waarin de aanvraag is ingediend;

2° het bestaan van de gebrekkelijkheid, hetzij op het tijdstip dat belanghebbende de 18-jarige leeftijd bereikt, hetzij bij het overlijden van het personeelslid ;

3° de vaststelling dat de wees niet over toereikende inkomsten beschikt om in zijn onderhoud te voorzien of, zo het om een verhoging van het pensioen der moeder gaat, dat deze in een zelfde toestand verkeert.

§ 3. Het werkelijk bestaan van de krankzinnigheid, de zwakzinnigheid of de gebrekkelijkheid waardoor het de belanghebbende onmogelijk is zelf in zijn onderhoud te voorzien, wordt vastgesteld door de Administratieve Commissie der Kas; die vaststelling wordt gedaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 der statuten.

§ 4. Het tijdelijk pensioen van een gebrekkige wees mag, nadat op het nominaal bedrag er van de verhogingscoëfficiënten bepaald bij de artikelen 2, § 1, van de besluitwet van 29 October 1946, en 2 van de wet van 4 Mei 1949 zijn toegepast, het jaarlijks bedrag van 22.680 frank niet te boven gaan.

Bij voorkomend geval wordt het pensioen, waarop voormelde coëfficiënten zijn toegepast, verminderd in de mate waarin het totaal, gevormd door dit pensioen en de inkomsten waarover de wees beschikt, de som van 22.680 frank te boven gaat. De verkregen uitkomst wordt tot het nominaal bedrag van 100 t.h. teruggebracht. Bij die verrichtingen worden gedeelten van een frank verwaarloosd.

Het bepaalde in artikel 4 van de wet van 4 Mei 1949 en in artikel 19 van de wet van 14 Juli 1951 blijft op dit pensioen van toepassing.

§ 5. De gebrekkige die volle wees is, komt niet in aanmerking voor pensioen indien hij over jaarlijkse inkomsten van ten minste 22.680 frank beschikt.

De verhoging van het weduwenpensioen wegens het bestaan van de gebrekkige wordt niet verleend indien de inkomsten ten minste 34.020 frank per jaar bedragen voor een gezin dat uitsluitend uit de moeder en de gebrekkige bestaat; voor een gezin van meer dan twee personen wordt dit cijfer verhoogd met 7.560 frank per jaar en per persoon.

De bloedverwanten in de zijlinie worden niet beschouwd als deel uitmakend van het huisgezin in de zin van het voorgaande lid.

.../...

§ 6. De inkomsten voortkomende van het bezit van de gebrekkige wees worden onherleidbaar vastgesteld op het bedrag van de lijfrente die zou verkregen worden door storting als afgestaan kapitaal in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas van een som van gelijke waarde als bewust bezit.

§ 7. De gebrekkigen wier invaliditeit als tijdelijk is erkend, worden jaarlijks onderworpen aan een geneeskundige contrôle onder de bij artikel 21 gestelde voorwaarden; wat degenen betreft die als ongeneesbaar zijn aangemerkt, geschiedt deze contrôle om de vijf jaar.

De inkomsten van de betrokkenen worden jaarlijks nagezien.

De pensioenen en pensioensverhogingen worden niet meer toegestaan ingeval niet langer aan al de vereiste voorwaarden is voldaan.

§ 8. Het is verboden voor een en hetzelfde kind het pensioen of de pensioensverhoging, beide toegekend krachtens bovenstaande bepalingen, te cumuleren met de tegemoetkoming ten laste van het bijzonder fonds bij de wet van 1 December 1928 ingesteld ten bate der gebrekkigen en verminkten.".

.../...

Artikel 23.-

In artikel 63 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort".

Artikel 24.-

Artikel 67 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 67.- § 1. Het krachtens artikel 57 aan de uit de echt gescheiden vrouw toegekend pensioen wordt berekend op grondslag van het totale pensioen, op het ogenblik van het overlijden van haar gewezen echtgenoot vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die voor het weduwenpensioen gelden, met uitzondering van artikel 65 van dit besluit, naar rato van een quotiteit in verhouding tot de duur van de diensten die aan het einde van de maand waarin de echtscheiding is uitgesproken in aanmerking komen.

§ 2. Bij voorkomend geval wordt het pensioen van de tweede echtgenote vastgesteld op de bij vorige paragraaf genoemde grondslag, in verhouding tot de duur van de diensten die, te rekenen van de eerste dag der maand volgend op die waarin de echtscheiding is uitgesproken, in aanmerking komen.

§ 3. De bij artikel 65 van dit besluit voorgeschreven verminderingen wegens leeftijdsverschil worden afzonderlijk toegepast op de pensioenen vastgesteld overeenkomstig de in §§ 1 en 2 van dit artikel bepaalde verdeling.

.../...

De verhoging uit hoofde van een kind wordt op dezelfde wijze berekend als de verhoging toegestaan aan de weduwe die een normaal pensioen geniet.

Zo de uit de echt gescheiden vrouw en de tweede echtgenote beiden kinderen hebben uit hun huwelijk met de overledene, wordt de verhoging onder hen verdeeld naar verhouding van hun onderscheiden aantal kinderen.".

Artikel 25.-

Artikel 68, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het minimum is niet toepasselijk op het pensioen der uit de echt gescheiden vrouw noch op het weduwenpensioen, die overeenkomstig de bepalingen van artikel 67 vastgesteld zijn.".

Artikel 26.-

In artikel 74 van hetzelfde besluit worden de woorden "het Algemeen Secretariaat van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "de Dienst der Werkliedenkas".

Artikel 27.-

In artikel 75 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort,".

.../...

Artikel 28.-

In artikel 77 van hetzelfde besluit worden de woorden "de regie van Telegraaf en Telefoon" vervangen door de woorden "de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935".

Artikel 29.-

Artikel 82, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De weduwe en de wezen van een gewezen werkman, die later gecommissionneerde werd en alzo in het genot gekomen is van de pensioensregeling vastgesteld bij de koninklijke besluiten nrs 254 en 255 van 12 Maart 1936, hebben recht op pensioen.".

Artikel 30.-

In artikel 83 van hetzelfde besluit worden de woorden "de regie van Telegraaf en Telefoon" vervangen door de woorden "de zelfstandige openbare instellingen en de regieën bedoeld bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 Februari 1935".

Artikel 31.-

In artikel 90 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Posterijen, Telegrafie en Telefonie" vervangen door de woorden "tot wiens bevoegdheid het beheer van de Kas behoort".

.../...

Artikel 32.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 20 October 1937 tot aanvulling van dat van 1 Juli 1937 (statuten van de Werkliedenkas) wat betreft de bepalingen aangaande de gebrekkige wezen;

2° het besluit van de Regent van 27 November 1945 houdende wijziging van de reglementering inzake de pensioenen van gebrekkige wezen, uitbetaald door de Werkliedenkas.

Artikel 33.-

De artikelen 21, 22, 24, 25, 29 en 32 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 Januari 1951.

Artikel 34.-

De herziening van de per 31 December 1950 lopende pensioenen, die voorgeschreven is bij de wet van 14 Juli 1951 houdende perekwatie van de rust- en overlevingspensioenen, wordt gedaan overeenkomstig de artikelen 21, 22, 24, 25 en 29 van dit besluit.

Artikel 35.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Financiën.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.